

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N. 95 — 753

9 DECEMBRE 1994. — Loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. A l'article 109 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 est inséré un 1<sup>o</sup>bis libellé comme suit :

« 1<sup>o</sup>bis. — En attendant que toutes les recettes et toutes les charges soient connues, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut, à titre provisoire, fixer le déficit à 80 % de la perte courante figurant dans la rubrique VI du compte de résultats de l'exercice considéré en déduisant de cette perte courante les provisions pour risques et charges mentionnées dans la rubrique II F du compte de résultats qui ont été prises en considération pour déterminer la perte courante. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement,

J. SANTKIN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

F. 95 — 753

9 DECEMBER 1994. — Wet tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In artikel 109 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, wordt een 1<sup>o</sup>bis ingevoegd luidend als volgt :

« 1<sup>o</sup>bis. — In afwachting dat alle ontvangsten en alle lasten gekend zijn, kan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, voorlopig het tekort vaststellen op 80 % van het lopend verlies voorzien in rubriek VI van de resultatenrekening van het betrokken jaar, welk verlies werd vermindert met de in rubriek II F van de resultatenrekening vermelde voorzieningen voor risico's en kosten die bij het bepalen van het verlies werden in aanmerking genomen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,

J. SANTKIN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 95 — 754

8 MARS 1995. — Loi modifiant l'article 74/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et y insérant un article 74/4bis nouveau (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 74/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étran-

(1) *Session ordinaire 1993-1994.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1383/1. — Rapport fait au nom de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement par M. Delizée, n° 1383/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 1<sup>er</sup> juillet 1994.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1159/1. — Rapport fait au nom de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement par Mme Creyf, n° 1159/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 9 et 10 novembre 1994.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 — 754

8 MAART 1995. — Wet tot wijziging van het artikel 74/2 van en tot invoeging van een nieuw artikel 74/4bis in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 74/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de

(1) *Gewone zitting 1993-1994.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp van wet, nr. 1383/1. — Verslag namens de Commissie voor de Volksgezondheid en Leefmilieu uitgebracht door de heer Delizée, nr. 1383/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 juli 1994.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1159/1. — Verslag namens de Commissie voor de Volksgezondheid en Leefmilieu uitgebracht door Mevr. Creyf, nr. 1159/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 en 10 november 1994.

gers, inséré par la loi du 15 juillet 1987, est modifié comme suit :

1. au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'une amende de 1 000 francs » sont remplacés par les mots « d'une amende de 3 000 francs »;

2. au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, un point 5<sup>o</sup> est inséré, libellé comme suit :  
« le transporteur, public ou privé, de personnes assurant des liaisons routières internationales par autobus, autocar ou minibus — à l'exception du trafic frontalier — qui, à l'occasion d'un même voyage, transporte à destination de la Belgique 5 passagers au moins, qui ne sont pas en possession des documents prévus par l'article 2, sans avoir pris des précautions pour s'assurer que ces passagers soient en possession de ces documents »;

3. au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, un point 6<sup>o</sup> est inséré, libellé comme suit :  
« le transporteur, public ou privé, de personnes assurant des liaisons routières internationales par autobus, autocar ou minibus — à l'exception du trafic frontalier — qui, à l'occasion d'un même voyage vers un pays tiers, transporte à destination de la Belgique 5 passagers au moins, qui ne sont pas porteurs des documents requis pour entrer dans ce pays tiers, sans avoir pris des précautions pour s'assurer que ces passagers soient en possession de ces documents »;

4. un § 3 est ajouté, libellé comme suit :

« En cas où, dans le délai d'un an à compter de la date du procès-verbal, une nouvelle infraction est constatée, le montant prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est doublé. »

Art. 2. Un article 74/4bis est inséré, libellé comme suit :

« Article 74/4bis. — § 1<sup>er</sup>. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences ou son délégué peut infliger une amende administrative de 150 000 francs au :

1<sup>o</sup> transporteur aérien public ou privé, pour tout passager qu'il transporte à destination de la Belgique, qui ne possède pas les documents prévus par l'article 2;

2<sup>o</sup> transporteur maritime public ou privé, pour tout passager qu'il transporte à destination de la Belgique, qui ne possède pas les documents prévus par l'article 2;

3<sup>o</sup> transporteur, public ou privé, de personnes assurant des liaisons routières internationales par autobus, autocar ou minibus — à l'exception du trafic frontalier — pour tout passager qu'il transporte à destination de la Belgique, qui ne possède pas les documents prévus par l'article 2;

4<sup>o</sup> transporteur aérien public ou privé, pour tout passager qu'il amène en Belgique à l'occasion d'un voyage vers un pays tiers, qui n'est pas porteur des documents requis pour entrer dans ce pays tiers;

5<sup>o</sup> transporteur maritime public ou privé, pour tout passager qu'il amène en Belgique à l'occasion d'un voyage vers un pays tiers, qui n'est pas porteur des documents requis pour entrer dans ce pays tiers;

6<sup>o</sup> transporteur, public ou privé, de personnes assurant des liaisons routières internationales par autobus, autocar ou minibus — à l'exception du trafic frontalier — pour tout passager qu'il transporte à destination de la Belgique à l'occasion d'un voyage vers un pays tiers, qui n'est pas porteur des documents requis pour entrer dans ce pays tiers.

L'amende administrative peut être réduite conformément à un protocole d'accord préalablement conclu entre le transporteur et le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou son délégué.

Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, fixe le montant de l'amende administrative dans le procès-verbal par lequel l'infraction est constatée.

La décision par laquelle une amende administrative est infligée est immédiatement exécutoire, nonobstant tout recours.

(1) Session ordinaire 1994-1995.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1272/1. — Rapport, n° 1272/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 9 février 1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1709/1. — Rapport, n° 1709/2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 1<sup>er</sup> et 2 mars 1995.

verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, 1e lid, worden de woorden « met een geldboete van 1 000 frank » vervangen door de woorden « met een geldboete van 3 000 frank »;

2. in § 1, 1e lid, wordt een punt 5<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :  
« de openbare of private vervoerder die internationaal vervoer van personen per autobus, autocar of minibus verricht — met uitzondering van grensverkeer — en die, ter gelegenheid van een zelfde reis, ten minste 5 passagiers die niet in het bezit zijn van de in artikel 2 voorgeschreven stukken, naar België vervoert, zonder voorzorgen genomen te hebben om zich ervan te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken »;

3. in § 1, 1e lid, wordt een punt 6<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :  
« de openbare of private vervoerder die internationaal vervoer van personen per autobus, autocar of minibus verricht — met uitzondering van grensverkeer — en die, ter gelegenheid van een zelfde reis naar een derde land, ten minste 5 passagiers naar België vervoert die geen houder zijn van de stukken die voor toegang tot dat derde land vereist zijn, zonder voorzorgen genomen te hebben om zich ervan te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken »;

4. een § 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :  
« Indien binnen een jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, wordt het in § 1, eerste lid, vermelde bedrag verdubbeld. »

Art. 2. Een artikel 74/4bis wordt ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 74/4bis. — § 1. De minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde kan een administratieve geldboete van 150 000 frank opleggen aan :

1<sup>o</sup> de openbare of private luchtvervoerder voor elke passagier die hij naar België vervoert, die niet in het bezit is van de in artikel 2 voorgeschreven stukken;

2<sup>o</sup> de openbare of private zeevervoerder voor elke passagier die hij naar België vervoert, die niet in het bezit is van de in artikel 2 voorgeschreven stukken;

3<sup>o</sup> de openbare of private vervoerder die internationaal vervoer van personen per autobus, autocar of minibus verricht — met uitzondering van grensverkeer — voor elke passagier die hij naar België vervoert, die niet in het bezit is van de in artikel 2 voorgeschreven stukken;

4<sup>o</sup> de openbare of private luchtvervoerder voor elke passagier die hij naar België brengt ter gelegenheid van een reis naar een derde land en die geen houder is van de stukken die voor toegang tot dat derde land vereist zijn;

5<sup>o</sup> de openbare of private zeevervoerder voor elke passagier die hij naar België brengt ter gelegenheid van een reis naar een derde land en die geen houder is van de stukken die voor toegang tot dat derde land vereist zijn;

6<sup>o</sup> de openbare of private vervoerder die internationaal vervoer van personen per autobus, autocar of minibus verricht — met uitzondering van grensverkeer — voor elke passagier die hij naar België vervoert ter gelegenheid van een reis naar een derde land en die geen houder is van de stukken die voor toegang tot dat derde land vereist zijn.

De administratieve geldboete kan worden verminderd overeenkomstig een protocolakkoord dat voorafgaandelijk wordt afgesloten tussen de vervoerder en de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde.

De minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde bepaalt in het proces-verbaal waarbij de inbreuk wordt vastgesteld, het bedrag van de administratieve geldboete.

De beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd is onmiddellijk uitvoerbaar, niettegenstaande hoger beroep.

(1) Gewone zitting 1994-1995.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1272/1. — Verslag, nr. 1272/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 februari 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1709/1. — Verslag, nr. 1709/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 1 en 2 maart 1995.

La personne morale est civilement responsable du paiement de l'amende administrative infligée à ses administrateurs, ses membres du personnel dirigeant et exécutif, ses préposés ou mandataires.

§ 2. Le montant de l'amende administrative est restitué, lorsque le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, autorise l'étranger, qui ne possède pas les documents prévus par l'article 2 et qui a demandé à la frontière d'être reconnu comme réfugié, à entrer sur le territoire du pays.

Le montant de l'amende administrative est également restitué lorsque le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides décide, conformément à l'article 63/3, que l'intéressé est provisoirement autorisé à entrer dans le Royaume en qualité de candidat-réfugié.

§ 3. Si le transporteur ou son représentant reste en défaut de payer ou de consigner immédiatement l'amende administrative, le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, peut décider la retenue du moyen de transport utilisé pour le transport ou d'un autre moyen de transport appartenant au même transporteur.

Les frais et risques entraînés par la retenue du moyen de transport sont à charge du transporteur.

§ 4. Le moyen de transport reste retenu jusqu'au moment où :

1° le transporteur ou son représentant paye l'amende administrative;

2° le transporteur ou son représentant consigne la somme de l'amende administrative à la Caisse des dépôts et consignations;

3° le tribunal de première instance décide que l'amende administrative n'est pas due;

4° le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou son délégué, donne l'autorisation de débloquent le moyen de transport de sorte qu'il puisse repartir.

§ 5. Le transporteur qui conteste la décision du ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ou de son délégué, forme appel, à peine de déchéance, dans un délai d'un mois de la notification de la décision devant le tribunal de première instance par voie de requête.

Si le tribunal de première instance déclare recevable et fondé le recours du transporteur, la somme payée ou consignée est restituée ou le moyen de transport retenu est débloquent de sorte qu'il puisse repartir.

Le tribunal de première instance doit statuer dans le mois du dépôt de la requête visée au premier alinéa.

Le texte du premier alinéa est reproduit dans la décision par laquelle une amende administrative est infligée.

§ 6. Si le transporteur reste en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire compétent ou la décision coulée en force de chose jugée du tribunal de première instance est notifiée à l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si le transporteur ou son représentant a consigné la somme de l'amende administrative à la Caisse des dépôts et consignations et que celui-ci n'a pas introduit de recours auprès du tribunal de première instance dans le délai susmentionné, la somme consignée est dévolue à l'Etat. \*

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

De rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor het betalen van de administratieve geldboete die aan zijn bestuurders, zijn leden van het leidinggevend en uitvoerend personeel, zijn aangestelden of lasthebbers wordt opgelegd.

§ 2. Het bedrag van de administratieve geldboete wordt teruggegeven, indien de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde aan de vreemdeling die niet in het bezit is van de in artikel 2 voorgeschreven documenten, en die aan de grens gevraagd heeft als vluchteling erkend te worden, de toelating geeft om 's lands grondgebied te betreden.

Het bedrag van de administratieve geldboete wordt eveneens teruggegeven, indien de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen conform artikel 63/3 beslist dat de betrokkene voorlopig wordt toegelaten tot binnenkomst in de hoedanigheid van kandidaat-vluchteling.

§ 3. Indien de vervoerder of diens vertegenwoordiger in gebreke blijft de administratieve geldboete onmiddellijk te betalen of te consigneren, kan de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde beslissen tot inhouding van het vervoermiddel dat voor het vervoer werd gebruikt of van een ander vervoermiddel toebehorend aan dezelfde vervoerder.

De kosten en de risico's die gepaard gaan met het inhouden van het vervoermiddel vallen ten laste van de vervoerder.

§ 4. Het vervoermiddel blijft ingehouden totdat :

1° de vervoerder of diens vertegenwoordiger de administratieve geldboete betaalt;

2° de vervoerder of diens vertegenwoordiger de som van de administratieve geldboete consigneert bij de Deposito- en Consignatiekas;

3° de rechtbank van eerste aanleg beslist dat de administratieve geldboete niet verschuldigd is;

4° de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of diens gemachtigde de toestemming geeft om het vervoermiddel vrij te geven voor vertrek.

§ 5. De vervoerder die de beslissing van de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft of van diens gemachtigde betwist, stelt op straffe van vervval binnen een termijn van één maand te rekenen van de kennisgeving van de beslissing, bij wege van een verzoekschrift beroep in bij de rechtbank van eerste aanleg.

Indien de rechtbank van eerste aanleg het beroep van de vervoerder ontvankelijk en gegrond verklaart, wordt de betaalde of in consignatie gegeven som teruggegeven of wordt het ingehouden vervoermiddel vrijgegeven voor vertrek.

De rechtbank van eerste aanleg moet uitspraak doen binnen een maand te rekenen van de indiening van het in het eerste lid bedoelde verzoekschrift.

De tekst van het eerste lid wordt opgenomen in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de vervoerder in gebreke blijft de geldboete te betalen, wordt de beslissing van de bevoegde ambtenaar of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van de rechtbank van eerste aanleg ter kennis gebracht van de administratie van Belasting over de Toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen, met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve geldboete.

§ 7. Indien de vervoerder of diens vertegenwoordiger de som van de administratieve geldboete heeft geconsigneerd bij de Deposito- en Consignatiekas en indien hij binnen de hierboven vermelde termijn geen beroep heeft ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg, dan komt de in consignatie gegeven som ten goede aan de Staat. \*

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,  
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET